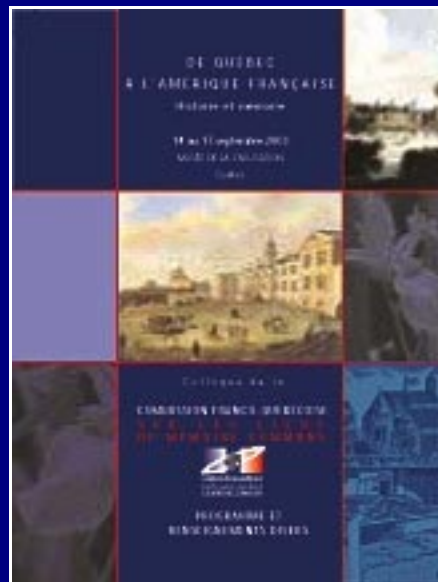


COMMISSION FRANCO-QUÉBÉCOISE
SUR LES LIEUX DE MÉMOIRE COMMUNS

- Ouverture du colloque : De Québec à l'Amérique française : histoire et mémoire par Henri Réthoré..... 2
- XIII^e assemblée générale de la Commission à Québec le 17 septembre 2003 6
- Communiqués 6



Il y a quelques semaines se tenait à Québec, au Musée de la civilisation, les 15, 16 et 17 septembre 2003, le deuxième colloque international de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs . Vous trouverez dans ce bulletin le compte rendu de la XIII^e assemblée générale de la CFQLMC qui nous a permis de faire le point sur les activités de la Commission en France et au Québec.

Nous tenons tout particulièrement à remercier les participants pour leur généreuse collaboration à ce colloque qui confirme la contribution originale de la Commission à la diffusion des connaissances sur notre histoire commune.

Marcel Masse, coprésident de la CFQLMC

Henri Réthoré, coprésident de la CFQLMC

**Ouverture du deuxième colloque international de la CFQLMC :
De Québec à l'Amérique française,
Musée de la civilisation, Québec, le 15 septembre 2003
M. Henri Réthoré**



Remerciements

(organiseurs, Musée de la civilisation, autorités, DGQP, Consulat)

Il y a un peu moins d'un an, à l'occasion d'un séminaire sur les Lieux de Mémoire, à Aix en Provence, j'avais cité quelques mots d'Albert Camus à propos de Québec, des mots que j'avais découverts lorsque j'avais l'honneur d'assumer ici les fonctions de Consul Général de France. A Québec aujourd'hui j'éprouve le besoin de lire devant vous ces lignes de « Journaux de voyage » écrites en 1946 au terme d'un périple en Amérique du Nord :

« Le prodigieux paysage de Québec. À la pointe du cap Diamant, devant l'immense trouée du Saint Laurent, air, lumière et eau se confondent dans des proportions infinies. Pour la première fois dans ce continent, l'impression réelle de la beauté et de la vraie grandeur. Il me semble que j'aurais quelque chose à dire sur Québec et sur ce passé d'hommes venus lutter dans la solitude, poussés par une force qui les dépassait ».

Sous une telle plume, cette dernière phrase n'est pas banale...

Je pense que tout est là ou presque, pour éclairer le projet de la Commission franco-québécoise sur les Lieux de Mémoire communs : découvrir, inventorier, valoriser,

transmettre, les traces d'un passé partagé... et quel passé !... une « fascinante épopée » disait il y a quelques jours à Paris Mme Line Beauchamp lors de la signature de l'Entente relative à la coopération dans les domaines du Patrimoine, des Archives et des Musées entre les ministères de la Culture québécois et français dont Marcel Masse vient de saluer la naissance .

Un passé revisité, avec éclat, voici quelques trente-six années, mais, soyons francs, réduit trop souvent aujourd'hui chez la plupart de nos compatriotes à quelques idées reçues ; à un très petit nombre de noms illustres sauvés de l'oubli souvent par la toponymie ; à quelques clichés .

Un passé qui à court terme paraît gravement menacé par la banalisation, la dilution et l'effacement, en dépit du lien puissant qu'est notre langue française.

Il fallait réagir...et bien sûr pas par simple nostalgie de « la beauté de la marine à voile et de la douceur de la lampe à huile », ce contre quoi mettait en garde le Général de Gaulle, pour lequel, je le cite, « Dans la vie d'un peuple, chaque action du passé entre en compte pour l'avenir ».

Il fallait réagir parce qu'en ce siècle de mondialisation et d'uniformisation il serait désastreux de laisser filer cela même qui donne son sens à notre relation : sauf, à accepter de réduire celle-ci à l'aulne des relations ordinaires entre pays, avec leur fragilité, leurs aléas, leurs égoïsmes. Tous nous sommes convaincus de cela bien sûr.

C'est ainsi qu'à l'initiative de Marcel Masse nos deux gouvernements décidèrent de la création de notre Commission. En septembre 2001 notre premier colloque tenu à Poitiers et La Rochelle reprit en somme le projet dessiné par Albert Camus non réalisé malheureusement, et aujourd'hui la réflexion engagée se poursuit sur le thème « De Québec, en Amérique ».

Notre commission vous est profondément reconnaissante, Mmes et MM. les professeurs et chercheurs, archivistes, généalogistes, conservateurs du patrimoine qui après vos prédécesseurs, dont certains de grand renom, consacrez beaucoup de temps, de réflexion et d'efforts à compléter à la lumière des travaux les plus récents et ainsi à mieux comprendre notre Histoire commune. Cette Histoire dont rendra compte le beau projet du Dictionnaire raisonné de l'Amérique française.

Sans vous tous nous ne pourrions remplir notre mission tant la période d'histoire concernée est lointaine, quasiment absente des programmes scolaires, et tant les « traces » se sont effacées ou lorsqu'elles subsistent, sont devenues indéchiffrables pour le commun des mortels.

Ce travail d'Histoire est donc nécessaire. Il est en fait indispensable.

Mais il n'est pas suffisant pour que nous atteignons notre objectif : inventorier et célébrer la mémoire commune franco-québécoise. Car il s'agit bien de mémoire et pas seulement d'Histoire dès lors que nous entendons, nous vivants, nous mettre en présence d'un passé qui nous appartient et qu'il nous faut cesser d'ignorer ou de contempler de l'extérieur mais qu'il nous faut « habiter » ; je reprends ici le mot de Pierre Nora.

Histoire et Mémoire ...Je voudrais si vous le permettez prendre deux exemples de ce qui, tel que je le vois, les sépare : l'émotion ressentie face aux traces de notre passé.

C'est la différence, par exemple, entre le Lieu de Mémoire très fort qu'est devenue depuis quelques décennies la « Maison des esclaves » dans l'île de Gorée au large de Dakar, et le caractère historique de cette Maison mis en doute par certains chercheurs spécialistes de l'Afrique qui ne « révisent » pas pour autant bien sûr le fait incontestable et terrible de la traite. Vérité historique ou pas, quelle importance après tout dès lors que la Maison des esclaves, dans un site et une configuration hautement symboliques, est un « Lieu » qui fait naître de lui-même une intense émotion, un Lieu dans lequel se recueillent maintenant les plus hautes personnalités de ce monde, qui parfois prononcent là des mots de « repentance ».

A l'inverse, il y a la différence entre la grotte de Lascaux et la reproduction artificielle qu'il a fallu en faire à l'usage du public « interdit de grotte » pour stopper la dégradation de cette dernière : cette reproduction partielle est une très remarquable reconstitution préhistorique, mais, en est totalement absente, au-delà d'une simple émotion esthétique, l'émotion intense elle aussi qu'a suscitée chez les découvreurs, puis chez les visiteurs durant quelques années, le contact avec les traces authentiques, celles de mains, celles de pas par exemples, laissées dans la grotte par nos ancêtres d'il y a 17 000 ans. Cette dernière est un lieu de mémoire, pas sa reproduction en dépit de leur parfaite similitude.

L'inventaire de Lieux de Mémoire communs, avec les questions que cela pose donc, est ainsi pour nous une tâche primordiale. On y reviendra durant ce colloque.

Je voudrais seulement à ce moment rendre hommage au travail de très grande qualité accompli en Poitou-Charentes par nos services officiels de part et d'autre, agissant en étroite coopération, en formant l'espoir que suivront d'autres régions. La signature, le 9 septembre à Paris de l'Entente en matière de Patrimoine est à cet égard, comme à d'autres titres, prometteuse, alors qu'approche 2008. Nos deux gouvernements ont ainsi marqué très heureusement une volonté politique de ne pas, si je puis dire, oublier notre mémoire commune.

Je voudrais rendre hommage également à l'action admirable d'associations telles que « Marquette-Jolliet », « Chomeday de Maisonneuve », « Jeanne Mance »...sans prétendre à une énumération exhaustive en ce domaine, car il y a, nous le constatons tous

les jours, beaucoup d'initiatives, au Québec comme en France, qui ont pour objet de réveiller la mémoire de la Nouvelle-France.

Je voudrais enfin rendre hommage bien sûr à la grande œuvre qu'ont entreprise les associations France Québec et Québec France s'engageant dans l'établissement à l'usage du public, du tourisme culturel, des élèves et étudiants ainsi que des érudits et des chercheurs de demain, de cartes des lieux de mémoire communs qui seront jugés importants à un titre ou un autre ; des cartes renseignées par ce que nous apprend l'Histoire.

Histoire... Mémoire ... proches et différentes. Pour notre Commission où est la frontière ?

La meilleure réponse à la question, pour ce qui est de notre entreprise, est à coup sûr le sous-titre de notre deuxième colloque : « Entre Histoire et Mémoire »...

Henri Réthoré

Coprésident

Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs

SECTION FRANCE

**DE QUÉBEC À L'AMÉRIQUE FRANÇAISE :
HISTOIRE ET MÉMOIRE**

**Colloque de la Commission franco-québécoise
sur les lieux de mémoire communs**

14 au 17 septembre 2003

**MUSÉE DE LA CIVILISATION
Québec**

DIMANCHE 14 SEPTEMBRE 2003

ASSOCIATION QUÉBEC -FRANCE, PLACE-ROYALE

18h – Réception dînatoire offerte par le Consulat de France

LUNDI 15 SEPTEMBRE 2003

MUSÉE DE LA CIVILISATION DE QUÉBEC

A. DÉPLACEMENTS : PERSPECTIVES, PERSONNES

8h45-9h00 Mots de bienvenue

Marcel MASSE
Henri RÉTHORÉ
Philippe JOUTARD
Thomas WIEN

9h00-10h30 Séance 1 (auditorium 1) L'Est : historiographie

Président : Alain LABERGE (Université Laval)

1. Mission accomplie? Intégration et scientificité de l'historiographie acadienne depuis 1985 – Josette BRUN (Université Laval)
2. Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre – Yves ROBY (Université Laval)
3. Les historiens et le XIXe siècle québécois : repenser l'empire commercial du Saint-Laurent – Joanne BURGESS (UQAM)

11h00-12h30 Séance 2 (auditorium 1) L'Ouest : historiographie

Présidente : Sherry OLSON (Université McGill)

4. L'histoire en devenir des francophones de l'Ontario et de l'Ouest canadien – Yves FRENETTE (Collège universitaire Glendon)
5. L'hypothèse d'un modèle colonial français distinctif en Amérique du Nord à la lumière des recherches récentes sur les relations raciales en Louisiane – Paul F. LACHANCE (Université d'Ottawa)

6. Le pays des Illinois, six villages français au cœur de l'Amérique du Nord 1699-1765 – Cecile VIDAL (Université de Grenoble)

REPAS

14h00-15h00 Séance 3 (auditorium 1) Les migrations constitutives

Président : Marcel FOURNIER (SGCF)

7. Migrants canadiens-français dans l'espace nord-américain 1830-1930. Une synthèse critique – Bruno RAMIREZ (Université de Montréal)
8. L'émigration française vers l'Amérique du Nord depuis 1760 - 1914 – François WEIL (EHESS, Paris, *in absentia*)

15h20-16h20 Séance 4 (auditorium 1) Suivre les migrants francophones au XIX^e siècle

Président : (à confirmer)

9. Une descendance comme échantillon de la population dans la région montréalaise 1760-1900 –Kevin HENRY et Sherry OLSON (Université McGill)
10. La présence canadienne-française dans le Midwest américain 1860-1930 : une évaluation – Jean LAMARRE (CMRC, Kingston)

MARDI 16 SEPTEMBRE 2003

MUSÉE DE LA CIVILISATION DE QUÉBEC

B. NOUVELLE-FRANCE, AMÉRIQUE FRANÇAISE – IMAGES ET TRACES

9h00-12h15 ATELIER DU COMITÉ DES ARCHIVES (salle du Roi)¹ Les sources et les outils pour l'étude des premiers bâtisseurs, de leurs ancêtres et de leurs descendants

Co-animateurs : Gilles DURAND (ANQ, Sherbrooke); Jacques FORTIN (Commission de toponymie du Québec)

- Les traces laissées par les ancêtres aux XVII^e et XVIII^e siècles dans l'état civil, les archives notariales, les recensements et les documents des confréries – Michel LANGLOIS (généalogiste);
- Les données nominatives dans les grandes séries des archives coloniales françaises – Lorraine GADOURY (Archives nationales du Canada);
- Les recensements au XIX^e siècle – Marc ST-HILAIRE et équipe du Laboratoire de géographie historique (Université Laval);
- Les ressources du généalogiste sur le Web – Gilles CAYOUILLE, (Société de généalogie de Québec).

9h00-10h30 Séance 5 (auditorium 1) L'héritage de Champlain

Présidente : Josette BRUN (Université Laval)

¹ Salle du Roi, Centre d'interprétation de Place-Royale.

11. Champlain et l'Amérique... amérindienne – John A. DICKINSON (Université de Montréal)
12. La mémoire de Samuel de Champlain en monuments – Patrice GROULX (Université Laval)
13. (Communication de Thomas Wien déplacée vers la séance 11)

9h00-10h30 Séance 6 (auditorium 2)

**Table ronde : Le projet rochelais de Centre
d'interprétation des migrations vers la
Nouvelle-France**

Président : Michel Perron (Société des Musées Québécois)

14. Jean-Loup Bauduin (Musées d'histoire de La Rochelle, *in absentia*)
Guy Martinière (Université de La Rochelle)
Didier Poton (Université de La Rochelle)

10h45-12h15 Séance 7 (auditorium 1)

**La Nouvelle-France : perspectives
métropolitaines sur trois siècles**

Présidente : Cecile VIDAL (Université de Grenoble)

15. Les écrits de la Nouvelle-France : histoire ou littérature? – Réal OUELLET (Université Laval)
16. Tocqueville et l'oubli du Canada français (1760-1855) – Yvan LAMONDE (Université McGill)
17. L'historiographie de la Nouvelle-France en France – Gilles HAVARD (CERMA, Paris)

10h45-12h15 Séance 8 (auditorium 2)

**L'apparition du concept d'Amérique
française dans les musées nord-américains**

Président : Laurier TURGEON (Université Laval)

18. L'émergence du Musée de l'Amérique française – Yves BERGERON (MCQ)
19. La rencontre des Amériques – Francine LELIÈVRE (Musée de Pointe-à-Callière, Montréal)
20. Un musée de l'Ancien et du Nouveau Monde : le Musée Stewart à Montréal – Guy VADEBONCOEUR (Musée Stewart)
21. La francité dans le réseau des lieux historiques nationaux canadiens – André CHARBONNEAU (Parcs Canada, Ottawa)

REPAS

13h45 – 16h45 ATELIER DU COMITÉ DE COMMÉMORATION

(salle du Roi)²

Les projets de commémoration communs

Co-animateurs : Marcel FOURNIER (Société généalogique canadienne-française); Gilbert PILLEUL (Association France-Québec)

- 13h45 Le projet franco-québécois de recherche sur les origines familiales des pionniers du Québec ancien – Marcel FOURNIER (coordonnateur du Fichier Origine)

² Salle du Roi, Centre d'interprétation de Place-Royale.

- 14h00 Élaboration de projets communs de commémoration France-Québec (avec la participation des membres du Comité de commémoration de la CFQLMC)
- 16h00 Synthèse des projets de commémoration pour 2004-2005 – Gilbert PILLEUL et Marcel FOURNIER

13h45-15h15 Séance 9 (auditorium 1) L'Amérique française : perspectives obliques

Président : Didier Poton (Université de La Rochelle)

21. Les Métis, la « nouvelle nation » du Nord-Ouest : résistance et renaissance – Diane Paulette PAYMENT (Parcs Canada, Winnipeg)
22. Une fondation « française » de New York? Le Tricentenaire huguenot-wallon de 1924 – Caroline-Isabelle CARON (Queen's University, Kingston)

13h45-15h15 Séance 10 (auditorium 2) L'Amérique française dans les musées

Président : Philippe DUBÉ (Université Laval)

23. Dieppe – Le Havre – Haute-Normandie : portes à ouvrir sur l'histoire et la mémoire de la Nouvelle-France – Pierre ICKOWICZ (Château-Musée de Dieppe, AGCCPF)
24. Les collections américaines conservées dans les musées français : origines et devenir – Pascal MONGNE (École du Louvre)
25. Quand l'Amérique était française : une exposition sur la Nouvelle-France – Jean-Pierre HARDY (Musée canadien des civilisations, Gatineau)

15h30-17h00 Séance 11 (auditorium 1) Garder le souvenir de la Nouvelle-France

Président : Christophe HORGUELIN (Université de Toronto)

25. La construction de la Nouvelle-France par les évêques québécois du XIX^e siècle – Ollivier HUBERT (Université de Montréal)
13. La découverte rétrospective de la Nouvelle-France du XVIII^e siècle – Thomas WIEN (Université de Montréal)
27. La préservation et la mise en valeur des archives de l'Amérique française : l'œuvre de Pierre-Georges Roy, 1895-1944 – Renald Lessard (Archives Nationales du Québec, Québec)

15h30-17h00 Séance 12 (auditorium 2) L'inventaire des lieux de mémoire de la Nouvelle-France en Poitou-Charentes et au Québec

28. Entre histoire partagée et mémoire commune : connaissance et mise en valeur du patrimoine immobilier franco-québécois
Mickaël AUGERON (Université de La Rochelle)
Aline CARPENTIER (Université de La Rochelle)
Elsa GUERRY (Centre international de la mer, Rochefort)
Alain ROY (Université Laval)
Marc ST-HILAIRE Université Laval)

17h00-18h00 (auditorium 1)

Présentation du film *Amérique française*

Jean-Claude LABRECQUE
Michel FAUBERT
Dominique BILODEAU

MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2003

9h00-10h20 Séance 13 (auditorium 1) Amérique française : la notion

Président : Michel BEAUCHAMP (CÉFAN, Université Laval)

- 29. La Providence, l'Histoire et la conception groulxiste de l'Amérique française – Michel BOCK (Université d'Ottawa)
- 30. De l'Amérique française à la Franco-Amérique: En remontant aux sources et en parcourant les chemins d'une certaine géographie lavalloise...– Eric WADDELL (Université Laval – University of Sydney)
- 31. La contribution des géographes et voyageurs à la représentation et notion de l'Amérique française (XVIIIe-XIXe siècles) – Christian MORISSONNEAU (UQTR)

10h30-11h45 Séance 14 (auditorium 1) Le patrimoine et sa construction – table ronde

- 32. Alain CROIX (Université de Rennes)
- Jacques MATHIEU (Université Laval)
- Philippe JOUTARD (EHESS, Paris)

12h00-13h00 SÉANCE DE SYNTHÈSE (auditorium 1)

- 33. Leslie CHOQUETTE (Assumption College, Massachusetts)
- Yves FRENETTE (Collège universitaire Glendon)
- Philippe JOUTARD (EHESS, Paris),
- Thomas WIEN (Université de Montréal)

14h30 XIII^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA CFQLMC (auditorium 2)

Coprésidents : Marcel MASSE, Henri RÉTHORÉ

**NOUS REMERCIONS NOS PARTENAIRES QUI, PAR LEUR CONTRIBUTION FINANCIÈRE,
ONT ASSURÉ LE SUCCÈS DE NOTRE COLLOQUE**

Québec

le Ministère des Relations internationales	35 000 \$
le Ministère des affaires culturelles	10 000 \$
le Ministère du Développement économique et régional	2 520 \$

Canada

le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada	10 000 \$
--	-----------



le Consulat général de France à Québec	Réception d'ouverture
--	-----------------------

l'Université de Montréal	2 000 \$
--------------------------	----------

**Nous remercions également pour leur appui, leur
collaboration et services**

la CEFAN
(Chaire pour le développement de la recherche sur la culture
d'expression française en Amérique du Nord)

et le MUSÉE DE LA CIVILISATION.

Merci à tous

XIII^e assemblée générale de la Commission

17 septembre 2003

Musée de la civilisation
Québec



Musée de la civilisation

ÉTAIENT PRÉSENTS

- Marcel Masse, coprésident CFQLMC, Québec
- Henri Réthoré, coprésident, CFQLMC, France
- Yves Bergeron, secrétaire général CFQLMC, Québec
- Gilbert Pilleul, secrétaire général, CFQLMC, France

- Jacqueline Abyral, Association Québec-France
- Yves Beauregard, revue Cap-aux-Diamants
- Margot Bolduc, Association Québec-France
- Frances Caissie, ministère de la Culture et des Communications (MCCQ)
- Leslie Choquette, Institut français, Assumption College
- Jacques Dalibard, Université de Montréal
- André Dorval, MCCQ
- Chantal L. Durand
- Gilles Durand, Archives nationale du Québec (ANQ)
- Jacques Fortin, Commission de toponymie, Québec
- Marcel Fournier, Société généalogique canadienne-française
- Roland Goldner, Consulat général de France
- Philippe Joutard, ÉHÉSS, CFQLMC
- Bertrand Juneau, ministère des Relations internationales (MRI)
- Madeleine Juneau, Maison Saint-Gabriel, Montréal,
- Daniel Lauzon, MCCQ
- Réjean Lamothe, MRI
- Michel Leduc, Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ)

- André Marier, CFQLMC, Comité de mise en valeur
- Guy Martinière, Université de La Rochelle
- Jeannine Ouellet, Québec-France
- Onil Perrier, CFQLMC
- Didier Poton, Université de La Rochelle
- Claire Quintal, Institut français
- Marc Saint-Hilaire, Université Laval,
- Esther Taillon, FQSG
- Guy Vadeboncoeur, Musée Stewart, Montréal, Comité des Musées
- Jeanne Valois, CEFAN, Université Laval
- Thomas Wien, Université de Montréal

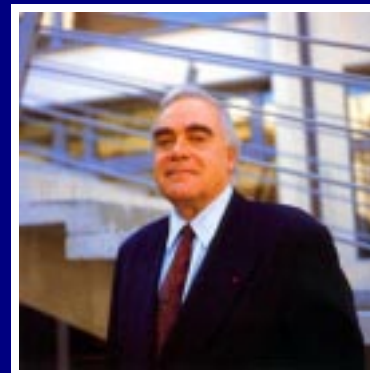
OUVERTURE DE LA RÉUNION

Monsieur Marcel Masse ouvre la réunion à 15 h 10 et souhaite la bienvenue aux membres présents. Il rappelle que le colloque permet la première réunion élargie des parties québécoise et française de la Commission.

RAPPORT DU COPRÉSIDENT- QUÉBEC

Monsieur Masse propose de procéder comme nous avons l'habitude de le faire, c'est-à-dire, en demandant aux responsables des différents comités de faire rapport de leurs activités.

Il souligne la qualité des communications présentées dans le cadre du colloque. Il souhaite que les actes du colloque soient publiés pour le mois de septembre 2004.



RAPPORT DU COMITÉ DES ARCHIVES

La Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs (CFQLMC) s'est dotée d'un **Comité des archives** pour assurer la mise en réseau des services d'archives qui conservent des documents textuels, des cartes et plans et d'autres catégories de documents en rapport avec l'empreinte française. Par le biais du Comité, les services sont invités à se faire connaître et à présenter les pièces les plus

significatives de leurs fonds et collections, accompagnés d'une mise en contexte (description du fonds, de la collection ou du sous-ensemble dont le document provient).

Le Comité a été mis sur pied au printemps 2002. En juin dernier, son *membership* a été complété par l'ajout de trois représentants des Archives françaises outre-atlantique. À l'heure actuelle, voici la composition du Comité :

M. Gilles Durand
Archives nationales du Québec

M. Ronnie-Gilles Leblanc
Centre d'études acadiennes
Université de Moncton

M^{me} Martine Cornède
Centre des Archives d'Outre-Mer

M. Gilles Lesage
Société historique de Saint-Boniface

M. Guy Diné
Université Laval

M. Jean-Stephen Piché
Archives nationales du Canada

M. Gérard Ernisse
Direction des archives de France

M^{me} Claire Quintal
Fondatrice de l'Institut français de Worcester
Commission d'échanges culturels du Massachusetts

M^{me} Mireille Jean
Directrice des Archives départementales de la
Vienne

M. Jean-Pierre Wallot
Centre de recherche en civilisation canadienne-
française

M. Marc Lacasse
Archives des Prêtres de Saint-Sulpice de
Montréal

M^{me} Carla Zecher
Centre d'études de la Renaissance (Chicago)

La CFQLMC dispose depuis mars dernier d'une résidence virtuelle <http://www.cfqlmc.org> supportée par les Archives nationales du Québec et maintenue avec la collaboration de M. Gaétan Chouinard, responsable du site Web de cette institution. Ainsi, elle peut offrir aux différents organes dont elle se compose, entre autres le Comité des archives, un moyen de s'exprimer et d'alimenter la mémoire collective des faits d'histoire les plus significatifs.

En vue d'assurer l'uniformité de présentation de l'information qui lui est acheminée, le Comité des archives a élaboré des directives à l'intention des partenaires. Déjà, il commence à recevoir des documents des services d'archives reliés au fait français. Cette information, comme toute celle qui lui sera acheminée, sera déposée sur le site de la CFQLMC au cours des prochaines semaines.

En vue d'accélérer la poursuite du projet de réseau, le Comité peut compter sur une [chargée de projet](#) dont le salaire est défrayé par le Secrétariat du Conseil du trésor. M^{me} [Gabrielle Gagnon](#),

étudiante à l'Université de Sherbrooke en communication, rédaction et multimédia, vient ainsi épauler le Comité pour une période d'environ trois mois et demi.

Au cours des prochaines semaines, le Comité des archives sera saisi d'un projet spécial pour lequel le réseau l'alimentera. Dans le cadre du 400^e anniversaire de la fondation de Québec par Champlain et des explorations de celui-ci, l'opération pourrait consister à dresser un état des connaissances, un bilan des sources archivistiques connues sur le fait français. Les démarches pourraient aboutir à la publication d'un [guide des sources](#) reflétant l'empreinte française et témoignant de plus de 400 ans de mise en valeur d'un vaste territoire situé des deux côtés de l'Atlantique. Le guide serait également disponible en version électronique sur le site Web de la CFQLMC; par le fait même, il pourrait être tenu à jour et bonifié bien au-delà de la publication.

Gilles Durand, président

Comité des archives

RAPPORT DU COMITÉ DES MUSÉES

Le dossier prioritaire du Comité des musées demeure celui de l'inventaire des collections des musées français et québécois pertinentes au mandat de la Commission franco-québécoises des lieux de mémoire communs.

Maintenant qu'un [protocole d'entente](#) a été signé avec la Société des musées québécois (SMQ), nous travaillerons à la mise sur pied d'un comité scientifique aviseur dont le mandat sera d'établir les paramètres d'une définition consensuelle du concept d'« Amérique(s) française(s) » qui permettra de relever dans les banques de données muséales tant québécoises que françaises les collections pertinentes. Le comité fera des recommandations à la Commission quant à la mise en œuvre du projet d'inventaire, de même que son étendue et un échéancier.

Une première rencontre est prévue au cours du mois de novembre afin de préparer une rencontre avec le(s) partenaire(s) français, entre autres la Direction des Musées de France, qui devrait avoir lieu en décembre, profitant de la présence du président du Comité des musées qui effectuera alors une mission en France (1^{ière} semaine de décembre).

Guy Vadeboncoeur, président

Comité des musées

**Protocole de collaboration entre
la Société des musées québécois
et la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs**

OBJET :

Réalisation d'un plan d'action pour l'établissement d'un portail du patrimoine muséal de la Nouvelle-France

ATTENDU Que la CFQLMC a comme objectif de reconnaître et de contribuer à la mise en valeur des lieux de mémoire communs aux Français et aux Québécois.

ATTENDU Que la CFQLMC reconnaît que « les musées constituent des lieux de conservation de la mémoire historique et culturelle dans la mesure où les œuvres et les collections ont précisément cette fonction de témoigner, de rappeler, d'inscrire dans le temps et l'espace une charge mémorielle »³. La CFQLMC affirme qu'une partie du patrimoine mobilier conservé par les institutions muséales françaises et québécoises constitue une part importante des lieux de mémoire communs aux deux peuples.

ATTENDU Que la CFQLMC constate qu'il n'y a pas actuellement d'inventaire des institutions muséales qui conserve des objets identifiés comme faisant partie de ces lieux de mémoire communs.

ATTENDU Que la CFQLMC constate qu'il n'y a pas actuellement de lieu d'accès unique à l'information sur le patrimoine mobilier conservé par les institutions muséales du Québec et de la France.

ATTENDU Que la CFQLMC désire mettre en place un inventaire des lieux de mémoire recensant dans un premier temps le patrimoine mobilier de la Nouvelle-France conservé dans les institutions muséales du Québec et de la France et désire que cet outil soit rendu disponible par le biais d'un portail sur Internet.

ATTENDU Que la SMQ a pour mission d'œuvrer aux intérêts supérieurs du réseau muséal québécois et qu'elle a, entre autres, comme objectifs de regrouper les institutions muséales ainsi que de maintenir et d'intensifier les liens nationaux et internationaux.

ATTENDU Que la SMQ possède une expérience dans la mise en commun de l'information sur Internet et que la base de données Info-Muse de la SMQ, répertorie déjà plus de 700 000 œuvres, objets et spécimens tirés des collections de 105 institutions muséales et lieux connexes

³ Yves Bergeron, 2001. « Les lieux de mémoire communs France-Québec et le patrimoine muséologique ». Communication présentée dans le cadre du colloque *Mémoires de Nouvelle-France* (Poitiers et La Rochelle, 26 – 30 septembre 2001), p.8.

au Québec et que cette base de données est déjà considérée comme le répertoire national du patrimoine muséal québécois.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Des représentants invités par la CFQLMC et la SMQ formeront un comité scientifique restreint d'ici le 1^{er} mai 2003 afin de définir un plan d'action pour établir un portail du patrimoine muséal de la Nouvelle-France et le rendre disponible sur Internet.
2. Le comité scientifique déposera pour commentaires un document préliminaire à une étude de faisabilité avant le 1^{er} septembre 2003. Ce document définira une méthodologie, un échéancier et un budget pour l'établissement de l'étude de faisabilité et ciblera prioritairement les collections muséales québécoises et françaises.
3. La CFQLMC s'associera à la SMQ pour faire des représentations auprès des instances ministérielles concernées, afin d'obtenir le financement nécessaire à la recherche et à la réalisation de l'étude de faisabilité du portail, et ce dans les 9 mois suivant le dépôt du rapport du comité scientifique.
4. Après l'obtention du financement nécessaire, la SMQ s'engage à agir comme maître d'œuvre de la réalisation de l'étude de faisabilité.
5. La CFQLMC s'engage à collaborer avec la SMQ pour la réalisation de l'étude de faisabilité.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et compris la présente entente et avoir la capacité juridique de la signer.

Pour la CFQLMC,
Marcel Masse, coprésident
et
Henri Réthoré, coprésident

Pour la SMQ,
Michel Perron, directeur général

RAPPORT DU COMITÉ JEUNESSE

Michel Leduc et Jacques Dalibard déposent le rapport de l'*Université d'été franco-québécoise sur le patrimoine session 2003 en France. Patrimoine, identité et développement local du 24 mai au 1^{er} juin 2003. Bilan.*

Initiée en 1998, cette opération qui alterne chaque année entre le Québec et la Région Poitou-Charentes s'adresse à de jeunes étudiants ou professionnels français et québécois concernés par la problématique du patrimoine : architectures, urbanistes, historiens, sociologues, historiens de l'art, professionnels du tourisme, etc. La session est organisée sous forme d'exposés, de tables rondes et de débats complétés par des rencontres et des visites de terrain.

Depuis l'édition de 2002, cette formation a été institutionnalisée du côté français par la mise en place d'un Diplôme interuniversitaire (DIU) des deux universités picto-charentaises (Poitiers et La Rochelle), délivré aux étudiants français à l'issue de la formation et de la rédaction d'un travail thématique.

Les participants québécois, pour leur part, ont la possibilité d'obtenir des crédits de formation de l'Université de Montréal. Par ailleurs, une session préparatoire est proposée aux participants québécois en amont de l'Université de Montréal.

La session 2003 était composée de 34 participants dont 15 Québécois, 2 Mexicains, 2 Haïtiens, 15 Français et de cinq accompagnateurs : Mickaël Augeron (maître de conférence à l'Université de La Rochelle), Dominique Guillemet (professeur d'Histoire moderne à l'Université de Poitiers), Jacques Dalibard (professeur à l'École d'architecture de l'Université de Montréal), Antonio Musi (professeur d'architecture à l'Université de Mexico) et Annie Cumunel (chargée de projets à OFQJ).

Le rapport de la session 2003 révèle une très grande satisfaction et un bilan positif en termes d'objectifs et d'acquisitions de connaissances. On y retrouve quelques recommandations pertinentes au plan de la logistique et du programme des rencontres. Les participants signalent par exemple que le programme très chargé limite le temps d'échange avec les intervenants et les participants de l'Université d'été.

Dans la logique du programme, la session 2004 de l'Université franco-québécoise sur le patrimoine devrait se dérouler au Québec.

Michel Leduc, président

Jacques Dalibard, Université de Montréal

Comité jeunesse

Marcel Masse félicite Michel Leduc et Jacques Dalibard pour le travail exemplaire qu'ils mènent depuis plus de cinq ans. Ils ont démontré qu'il y a un besoin réel de formation et que la découverte du patrimoine en France et au Québec stimule les projets de collaboration. Il suggère par ailleurs de réfléchir à la possibilité d'élargir l'approche de l'Université d'été en y intégrant les universités québécoises qui forment de jeunes professionnels en patrimoine et en muséologie. Un comité sera formé pour explorer cette perspective.

RAPPORT DU COMITÉ DES INVENTAIRES

Marc Saint-Hilaire présente le rapport intérimaire des travaux du Projet *Inventaire des lieux de mémoire de la Nouvelle-France* d'avril 2001 à septembre 2003.

Initié par la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, mené en partenariat MCCQ-CIEQ, réalisé en collaboration avec le MCCF, la DRAC Poitou-Charentes, les collectivités territoriales de la région Poitou-Charentes (région et départements) de même que les universités de Poitiers et de La Rochelle, et, enfin, comportant plusieurs aspects novateurs, ce projet consiste à faire l'inventaire des traces de la période coloniale française dans le paysage québécois (patrimoine architectural et archéologique, aménagements de l'espace et commémoration *in situ* d'événements ou de personnages marquants du régime français). Cet inventaire prend la forme d'une base de données en ligne (Internet), accessible textuellement (par formulaires web dynamiques) et cartographiquement (cartes interactives). Il servira de matériau à la réalisation d'un atlas des lieux de mémoire Québec-France (région Poitou-Charentes), versions papier et électronique, qui sera l'occasion d'une relecture de la période à travers le paysage qui en subsiste.

Entamé à l'automne 2000 avec la mise en place de la collaboration CFQLMC-MCCQ-CIEQ du côté québécois et les premiers contacts avec le GERHICO (U. Poitiers) sur le plan international, le partenariat MCCQ-CIEQ s'est concrétisé sur le plan administratif le 1^{er} avril 2001 avec l'entrée en vigueur de la première subvention du MCCQ. Ce deuxième rapport (un premier a été soumis au Ministère au printemps 2002) fait le point sur le projet et propose des avenues de développement pour les trois prochaines années. Il complète ainsi les rapports d'avancement des travaux présentés verbalement lors des fréquentes réunions entre la Direction du patrimoine (Daniel Lauzon) et le CIEQ, rencontres auxquelles la CFQLMC (Marcel Masse) prend souvent part.

1. État des travaux

Concrètement, le projet visait à informatiser les inventaires patrimoniaux existants, à confirmer par une visite sur le terrain l'existence et l'état des lieux recensés, à diffuser l'inventaire par divers canaux et à le mettre minimalement en valeur au moyen de l'atlas.

1.1 Construction de la base de données

De concert avec nos partenaires français, le format de la fiche de saisie, l'architecture de la base de données (à l'avenir : BD), l'infrastructure informatique et l'interface d'interrogation Internet ont été mis au point en collaboration avec le MCCQ et la firme de consultants OpenPole. La construction de l'outil dans son ensemble a nécessité des efforts particuliers en raison du caractère international et interdisciplinaire de l'entreprise et de la complexité même de l'objet appréhendé. La version actuelle fait suite aux nombreuses améliorations apportées au système depuis la version originale de l'hiver 2002 et sa mise en ligne en juin de la même année. Une dernière série de retouches à l'architecture de la BD (découpage thématique et chronologique; cf. plus bas) et à l'interface d'interrogation (formulaire web dynamiques) est prévue dans les prochaines semaines dans la mesure des ressources financières disponibles.

La saisie comme telle a commencé au printemps 2002. Si l'espoir que nous entretenions de transférer des dossiers déjà informatisés par d'autres organismes (Lieux et monuments historiques du Canada, villes de Québec et Montréal, ISAQ...) directement dans la BD était vain, la saisie a néanmoins progressé rapidement. La BD contient aujourd'hui près de 1200 fiches dont une partie, validée, est accessible au public. Le principal corpus qu'il reste à porter à la BD est celui de l'Inventaire des sites archéologiques du Québec, saisie qui sera effectuée au cours de l'automne. Par ailleurs, nous commençons à exploiter la recension des cartes anciennes effectuée en vue d'identifier une première liste d'aménagements territoriaux susceptibles de figurer dans l'inventaire.

Si la saisie des données tire à sa fin, il reste passablement de travail à faire pour compléter la validation des fiches (et la visite sur le terrain, deux tâches complémentaires; cf. section suivante). La validation consiste principalement à 1) contrôler la qualité des opérations de saisie (cohésion interne de la fiche, qualité de la langue) 2) vérifier la conformité des informations saisies avec celles des sources utilisées et 3) établir les relations unissant les fiches entre elles et avec les bases « Personnages » et « Événements ». Si les premières tâches sont aisées (et rapides), la dernière demande plus d'attention et de temps. Afin de tirer profit de l'architecture relationnelle de la BD, ce qui constitue l'une des principales forces de l'inventaire, il faut scruter avec soin chacune des fiches pour ne pas perdre de liens possibles avec les autres fiches de la base principale ou d'une des deux bases complémentaires. Cette opération demande régulièrement des vérifications dans d'autres sources, ce qui contribue à enrichir sensiblement l'information saisie, mais rallonge le processus.

Les tables « [Personnages](#) » et « [Événements](#) », clefs originales de mise en relation entre les fiches de l'inventaire, progressent également, mais de façon inégale. La première compte plus de [800 dossiers](#). Des opérations de révision des biographies ont cours afin d'en assurer l'uniformité. La seconde table est encore très fragmentaire. Les échanges se poursuivent avec les partenaires français en vue de mettre un point un découpage thématique et chronologique structuré permettant d'établir la mise en relation efficace avec les fiches d'inventaire. Le développement de cette structure logique sera complété d'ici l'hiver, de manière à procéder aux mises en relation d'ici le printemps.

Enfin, le [module d'accès cartographique](#) à l'inventaire, dont le développement concret relève de nos partenaires français a fait l'objet de plusieurs échanges (notamment lors de la mission de Laurent Richard à Poitiers en mars dernier). Si les principes et les fonctionnalités en sont à toutes fins pratiques arrêtés, sa réalisation ne sera pas finalisée avant l'été prochain. La DRAC Poitou-Charentes a approché l'IAAT à ce sujet et le cahier de charges est en rédaction (l'IAAT fera appel à un sous-traitant pour la programmation). Nous nous attendons à ce que le contrat soit accordé d'ici la fin de l'année, avec livraison d'une première version du programme au printemps. Logé sur un serveur de l'IAAT, le module cartographique utilisera une copie de la BD que nous fournirons à la partie française. Cette copie de la base sera régulièrement mise à jour de manière à ce que le décalage avec la base-mère, logée au CIEQ, demeure aussi réduit que possible (mise à jour hebdomadaire ou bi-hebdomadaire). Autre point important, la mise au point du module d'accès cartographique constituera une première étape dans la réalisation de la version électronique de l'atlas. En effet, nous avons pris la décision d'orienter la recherche, au sein du module d'accès cartographique, au moyen de tris pré-établis des données de l'inventaire selon divers thèmes, événements ou personnages. Le procédé sera repris dans l'atlas électronique. Cette façon de faire accélérera sensiblement la mise en ligne de l'atlas car l'équipe de rédaction pourra se concentrer sur son contenu plutôt que sur son architecture informatique.

1.2 Phase de terrain

Le contrôle sur le terrain vise à compléter les fiches d'inventaire (variables « Coordonnées géographiques », « Valeur d'intégrité » et « Mise en valeur ») et à photographier le lieu recensé (photographies libres de droits). Cette étape a été entamée à l'été 2003, mais il reste passablement de travail à faire. La principale raison de ce délai est le temps nécessité par les à-côtés de la visite *in situ* (prise de contact avec le propriétaire ou gestionnaire du lieu et présentation du projet d'inventaire, intégration (saisie) des informations recueillies et des photographies à la BD). L'opération suscite cependant un intérêt marqué sinon enthousiaste chez les gestionnaires ou propriétaires des sites visités et contribue à bonifier l'inventaire, les occupants donnant souvent des informations supplémentaires (verbales ou écrites) à celles contenues dans la fiche. L'examen physique des lieux permet aussi de constater des liens fonctionnels entre plusieurs éléments portés à l'inventaire et formant un ensemble immobilier (artefact architectural, site archéologique, plaque commémorative), liens qui ne sont pas nécessairement révélés par les fiches elles-mêmes.

Les activités de terrain font par ailleurs ressortir les limites de l'approche privilégiée jusqu'ici. En effet, il a toujours été entendu que l'inventaire au Québec prendrait d'abord la forme d'un inventaire des inventaires (partiels ou sectoriels) déjà réalisés sous l'égide du Ministère. Il s'agissait en fait de regrouper en une seule base de données relationnelles les informations colligées par divers organismes depuis plusieurs années et de contrôler et compléter ces informations par une démarche de terrain. Or cette étape, en dépit de son orientation très ciblée (localisation GPS, photographie, indication de valeur d'intégrité et de mise en valeur), met en évidence la variété des structures et finalités des inventaires consultés pour construire la BD, sinon les omissions ou erreurs qu'ils contiennent. Ces dernières sont évidemment consignées et corrigées dans les fiches d'inventaire. De même, les données relatives aux aménagements du territoire et aux repères commémoratifs pour l'ensemble du Québec n'ont pas fait l'objet d'une recension systématique. Il reste que les activités de terrain pourraient aisément déboucher sur des opérations plus structurées d'inventaire, accompagnées de recherches dans les archives, opérations qui sont au-delà des objectifs et des moyens actuels du projet.

1.3 L'atlas du patrimoine immobilier

À la suite de l'atelier sur l'atlas tenu au CIEQ-Laval en avril 2002, le sujet a fait l'objet d'échanges substantiels en mai de la même année lors de la mission du responsable et d'Alain Roy en Poitou-Charentes. Le document soumis alors (et dont le Ministère a copie) a été révisé avec les partenaires français, principalement en ce qui a trait à la version papier (thèmes développés, synopsis). Une nouvelle version du document de présentation sera disponible d'ici la fin du mois d'octobre (l'annulation pour raisons familiales de la mission de Dominique Guillemet, prévue en août et septembre, a retardé l'avancement de cette version remaniée).

1.4 Activités de diffusion

Le site de l'inventaire est en ligne depuis près de 18 mois et des fiches sont accessibles depuis un peu moins d'un an. Sans qu'aucune publicité n'ait été faite à ce jour (l'inventaire a été présenté à trois reprises lors de rencontres sélectives), nous avons reçus plusieurs réactions et commentaires très positifs à son sujet. Outre un lancement public d'envergure, nous entamons une campagne plus large de publicité à compter de cet automne (colloque de la CFQLMC en septembre à Québec, congrès de l'IHAF en octobre à Montréal, congrès de la FCHS en mai à Washington, Salon du patrimoine en mai à Trois-Rivières). Une première version d'un dépliant d'information modeste a été produite à cette fin. Une deuxième version est prévue d'ici les Fêtes.

Outre la mise en service du [site Internet](#), composé d'une page d'accueil internationale, de deux sites d'information (un québécois et l'autre français) et de la BD elle-même, un article dans la revue électronique du Service de l'inventaire du MCCF et six numéros d'un bulletin

d'information (électronique également) ont été publiés (voir la liste des activités de diffusion à l'Annexe 4). Par ailleurs, plusieurs communications portant sur l'inventaire ou l'atlas ont été faites à l'occasion de diverses rencontres scientifiques; une autre communication est prévue au congrès de la [French Colonial Historical Society](#) en mai prochain.

Mentionnons enfin que les partenaires universitaires français préparent la publication d'un ouvrage portant sur les relations entre le Poitou-Charentes et l'Amérique entre les 16^e et 21^e siècles (collectif sous la direction de Mickaël Augeron et Dominique Guillemet). Cet ouvrage répond aux demandes exprimées par le milieu picto-charentais (notamment les Départements et la Région) en vue de la préparation des commémorations du 400^e anniversaire de l'établissement de colonies françaises sur le continent américain. L'ouvrage, auquel les chercheurs québécois associés à l'inventaire contribueront, annoncera la publication de l'atlas et agira en quelque sorte comme une mise en contexte des thèmes qui y seront abordés. Il est d'ailleurs prévu que des articles de l'ouvrage seront mis en ligne avec la version électronique de l'atlas.

Au total, avec des avancées sur certains plans et des retards sur d'autres, la programmation projetée en 2001 pour le printemps 2004 peut toujours tenir. La lourdeur des tâches associées à la validation et au terrain a en effet causé un décalage dans l'échéancier initial et déjoué nos prévisions quant aux ressources nécessaires aux travaux. C'est pourquoi nous avons déposé, en mai dernier, une demande de bonification de la contribution du Ministère pour l'année courante, bonification couvrant, outre la finalisation du terrain et de la validation, les ajustements aux outils informatiques, l'accentuation des activités de diffusion et les démarches préparatoires à l'extension des travaux d'inventaire à d'autres régions nord-américaines et françaises.

Perspectives : pérennité de la base de données, atlas et extension de l'inventaire à d'autres territoires français et nord-américains

À la fin de la présente année (printemps 2004) et sous réserve de la bonification de la contribution du Ministère, le projet d'inventaire entrepris en 2001 aura été à toutes fins utiles mené à terme. Dès lors, trois questions resteront à régler : le maintien de la base de données, la réalisation de l'atlas et les perspectives d'extension de l'inventaire.

Plan de développement 2004-2008

En fonction des perspectives évoquées, suit un plan de développement pour les quatre prochaines années (avril 2004 à mars 2008, plus les travaux à compléter en 2003-2004) accompagné d'une proposition de montage financier. Il s'appuie sur les principes suivants :

- 1) le CIEQ est chargé du maintien informatique de l'inventaire et de la mise à jour de son contenu
- 2) le partenariat MCCQ-CIEQ se poursuit en vue de l'extension de l'aire couverte par l'inventaire en Amérique du Nord et en France

Les objectifs poursuivis sont de trois ordres :

- 1) Maintenir en ligne la BD et en bonifier le contenu (mise à jour des relations).
- 2) Lancer les activités d'extension de l'inventaire au Canada, dans trois régions françaises et dans au moins une région états-unienne (incluant l'accès cartographique). Il s'agit ici de mettre au point les ententes de partenariat avec des répondants hors Québec, de finaliser les plans de financement, de superviser les travaux de saisie et de validation et, enfin, de procéder à la mise à jour de la BD en fonction des nouvelles fiches créées (découpage thématique et chronologique, mise en relation des fiches entre elles).
- 3) Élargir la couverture de la version électronique de l'atlas aux nouveaux territoires inventoriés et réaliser un ouvrage synthèse de l'ensemble des travaux (*Atlas des paysages de la Nouvelle-France*). À ces formes premières de mise en valeur de l'inventaire étendu s'ajoutent sous cette rubrique les activités de diffusion (mise à jour du site Internet, *Bulletin d'information*, communications scientifiques ou grand public, dépliant d'information...).

Marc Saint-Hilaire, président

Comité des inventaires

Marcel Masse remercie Marc Saint-Hilaire ainsi que les membres des équipes françaises et québécoises pour la réalisation de ce projet majeur pour la connaissance du patrimoine immobilier commun.

RAPPORT DU COMITÉ DE MISE EN VALEUR

En l'absence du président, André Gaulin, M. Masse fait le point sur les réalisations du Comité. Il rappelle les différents dossiers de demande de classement adressés à la Ministre de la Culture et des Communications depuis deux ans. La plupart de ces demandes sont traitées par le ministère de la Culture.

Claude Paulette prépare l'édition d'un ouvrage qui présente l'ensemble des demandes de classement. On y trouvera les textes qui justifient les demandes de protection de la loi sur les biens culturels. La publication devrait être publiée par la Commission au printemps 2004.

Liste des demandes de classement

- Site archéologique et vestiges de l'Habitation de Champlain de la Place Royale
- Fort Senneville (comprenant le fort, le moulin de Jacques Le Ber et la maison construite par JoHn J.C. Abbott)
- Segment du Chemin du Roy
- Mobilier et vêtements liturgiques de Mgr de Saint-Vallier
- Collection Desjardins
- Fonds d'archives du Séminaire de Québec
- Site et vestiges des Nouvelles casernes de Québec
- Site et vestiges des palais des Intendants de la Nouvelle-France et de ses jardins
- Baie de Tadoussac
- Site du Petit Cap
- Vestiges des fortifications de Montréal
- Ancien hôpital général de Montréal dit des frères Charon
- Vrai Portrait de Marguerite Bourgeoys par Pierre Le Ber
- Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, du bâtiment du Musée Margueite-Bourgeoys, du site archéologique de l'église de 1771 et des vestiges de la première chapelle en pierre de 1775
- Archives de la Compagnie de Saint-Sulpice
- Site archéologique du fort et du château Saint-Louis
- Trésor liturgique de Mgr François de Montmorency-Laval
- Glacière de tradition française à Saint-Charles-de-Bellechasse

Les membres du Comité de mise en valeur de la CFQLMC

M. André Gaulin
Président du Comité

M. Marcel Masse
Président, CFQLMC

Sœur Danielle Dubois
Directrice générale, Musée Marguerite-Bourgeois

M. Christian Morissonneau

M. Jacques Desroches

M. Claude Paulette

M. Marcel Junius
Président, Institut Québec-Europe

M. Louis-Philippe Picard

M. Jacques Lacoursière
Historien

M. Léon Robichaud

M. Jacques Lemieux

M. Pierre-Paul Sénéchal

M. André Marier

Marcel Masse pour André Gaulin, président

Comité de mise en valeur

RAPPORT DU COMITÉ DE COMMÉMORATION

À l'occasion du colloque franco-québécois sur les lieux de mémoire communs tenu à Québec, en septembre dernier, le Comité de commémoration, généalogie et toponymie a profité de l'occasion pour tenir une rencontre le 16 septembre 2003 présidée par MM. Marcel Fournier (Québec) et Gilbert Pilleul (France). Les membres du Comité de commémoration, des représentants de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie, de la Fédération des familles-souches québécoises et de l'Association Québec-France étaient présents ainsi qu'une vingtaine de personnes intéressées par le sujet.

Cette rencontre de concertation aura permis de dégager des orientations et de planifier des actions qui devraient être mises de l'avant par le Comité de commémoration et ses partenaires au cours des prochaines années. Lors de la réunion plénière de la Commission des lieux de mémoire communs, tenue à Québec, le mercredi 17 septembre 2003, au Musée de la Civilisation, le président du Comité a déposé un rapport qui fait état des principales préoccupations du Comité de commémoration dans le champ de ses activités.

La commémoration

Comme le rôle de la Commission est de susciter des commémorations bien plus que de les organiser elle-même, un certain nombre d'événements ont retenu l'attention du Comité. Le succès des commémorations de la Grande Paix de 1701, en 2001, et de la Grande Recrue de 1653, en 2003, constituent des activités réalisées par des organismes associés à la CFQLMC. Pour les prochaines années, un calendrier de commémorations a été planifié par plusieurs organismes à l'instigation de la CFQLMC.

Avant de présenter cette liste non exhaustive, il est bon de rappeler l'importance de la tenue d'événements de commémoration qu'ils soient de niveau national, régional et même local. Les événements de niveau local devraient être initiés par les régionales de Québec-France en collaboration avec des partenaires comme les sociétés d'histoire et de généalogie. Les événements nationaux devraient être initiés par les partenaires associatifs ou institutionnels.

Volci une brève liste des projets de commémoration pour les prochaines années :

- 2004 : Deuxième centenaire du Code Napoléon (Faculté de droit de l'Université Laval)
- 2004 : Québec-Narbonne, Charles Trenet et le Cabaret Chez Gérard à Québec (Association Québec-France)
- 2005 : Centième anniversaire de l'érection de la statue de Jacques Cartier à St-Malo et à Montréal (Association St-Malo-Québec et Association Québec-France, régionale de Montréal)
- 2005 : Cent cinquantième anniversaire de la venue au Québec de *La Capricieuse*. Colloque sur les relations franco-québécoises au XIX^e siècle (Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs sous la direction scientifique d'Yvan Lamonde)
- 2005 : Québec et la famille Bonaparte (Société historique de Québec)
- 2006-2007 : Projets en voie d'élaboration
- 2008 : Plusieurs projets prévus dont :
- Congrès international des sciences généalogiques et héraldiques à Québec (Fédération québécoise des Sociétés de Généalogie et Société de généalogie de Québec)
 - Congrès mondial acadien à Québec : (Association acadienne du Québec)
 - Grande fête de familles (Fédération des familles-souches québécoises)

Autres activités

En plus des activités de commémoration, plusieurs projets ont été soumis à la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs pour développer des partenariats entre la France et le Québec. Bien qu'elle ne soit pas le maître d'œuvre de ces initiatives, la CFQLMC appuie ces projets émanant du milieu et recommande aux autorités gouvernementales qu'elles en tiennent compte dans l'élaboration de ses programmes de coopération France-Québec.

Séminaires France-Québec

L'établissement de relais régionaux autant au Québec qu'en France est une initiative qui reçoit l'appui de la CFQLMC. Le Comité de commémoration et l'Association Québec-France projettent de tenir un séminaire à Trois-Rivières, en septembre 2004, pour susciter la notion des lieux de mémoire et démystifier cette notion auprès du public en général, des partenaires associatifs, des jeunes et étudiants par le développement de projets à caractère médiatique. Ce premier séminaire au Québec permettrait de développer de nouveaux partenariats en impliquant des organismes qui sont moins directement liés aux activités de la coopération France-Québec. L'apport de nouveaux partenaires et leur expertise sur le terrain pourraient apporter de nouvelles perspectives à l'idée de lieux de mémoire France-Québec.

Le séminaire québécois, suivi en octobre 2004 par un deuxième séminaire sur les lieux de mémoire communs à Aix-en-Provence, favoriseraient une meilleure concertation des milieux intéressés par la commémoration. Ces rencontres à caractère populaire, avec un cadre bien structuré, permettraient de mettre en contact des personnes qui feraient la promotion des notions de lieux de mémoire communs dans leur milieu respectif et au sein d'une plus large audience. Dans cette optique, il semble important que les animateurs québécois et français, puissent intervenir à ces deux séminaires.

Le Fichier Origine

La Fédération québécoise des sociétés de généalogie a lancé, en 1998, un projet novateur en matière d'archives et de généalogie. Le répertoire informatisé des actes concernant les émigrants français et étrangers établis au Québec des origines à 1865, compte 4000 fiches signalétiques de personnages relatifs à l'histoire et à l'immigration franco-québécoise. Comme les informations inscrites au *Fichier Origine* sont tirées des actes de l'État civil des anciennes paroisses de France, elles sont pour la plupart inédites et permettent une meilleure connaissance des origines familiales des pionniers du Québec ancien.

Le Fichier Origine, qui reçoit l'appui de la communauté généalogique et scientifique, est diffusé gratuitement dans Internet avec le soutien financier des Archives nationales du Québec, du ministère de la Culture et des Communications, du ministère des Relations internationales du Québec et des Éditions du Septentrion (1999-2003). L'entente, qui vient à échéance le 28 mars 2004, doit être re-négociée pour les trois prochaines années. La participation des instances

gouvernementales québécoise et française à la pérennité de ce projet est essentiel au développement de nos connaissances réciproques en histoire.

Patrimoine familial

La Fédération des familles-souches québécoises qui a lancé, il y a quelques années, un programme de pose de plaques commémoratives en France et au Québec, souhaite développer des partenariats avec des associations de familles en France au cours des prochaines années. Au Québec, la FFSQ est impliquée dans de nombreux projets qui atteindront leur apogée en 2008 lors des célébrations du 400^e anniversaire de la fondation de Québec. L'organisation d'une grande fête des familles, en réciprocité avec les cousins français, jumelée à des projets de commémoration des ancêtres à Québec en 2008, la création d'un lieu du patrimoine et l'érection d'un monument en hommage aux ancêtres, constituent des projets mis de l'avant par cet organisme et qui correspondent aux objectifs de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs. La CFQLMC ne peut qu'être favorable aux initiatives de la FFSQ.

Conclusion

Les recommandations du Comité de commémoration et de la CFQLMC aux autorités gouvernementales québécoises pour soutenir des initiatives du milieu apparaissent indispensables. En impliquant des organismes associatifs comme la FQSG, la FFSQ, l'AQF et les milliers d'individus qu'ils représentent aux notions de lieux de mémoire, les objectifs qui ont été à l'origine de la création de la CFQLMC seront atteints.

Il est à souhaiter que les autorités du ministère de la Culture et des Communications et du ministère des Relations internationales du Québec prennent en considération les projets ci-dessus mentionnés et qu'elles puissent en soutenir la réalisation au cours des prochaines années.

Les membres du Comité de commémoration de la CFQLMC

M. Marcel Fournier
Président de la Société généalogique
canadienne-française

Mme Margot Bolduc
Membre du bureau national de l'Association
Québec-France

M. Jacques Fortin
Historien à la Commission de toponymie du
Québec

M. Onil Perrier
Directeur de la Maison des Patriotes de St-
Denis-sur-Richelieu

M. Yves Beauregard
Directeur de la revue d'histoire Cap-aux-
Diamants

Mme Esther Taillon
Directrice-générale de la Fédération québécoise
des sociétés de généalogie

M. Jacques Lacoursière
Historien

M. Henri Dorion
Géographe

Sœur Madeleine Juneau
Directrice-générale de la Maison Saint-Gabriel

Marcel Fournier, président

Comité de commémoration

RAPPORT DU COMITÉ DE LIAISON

Les deux principaux mandats de ce comité sont les colloques et le projet de Dictionnaire raisonné du patrimoine. Il y a des progrès à signaler dans les deux cas. Pour ce qui est des colloques, il convient de faire un bref retour sur celui de Poitiers-La Rochelle (2001) et celui de Québec (qui vient de prendre fin) avant de passer aux événements qui se profilent à l'horizon.

La partie française ayant réussi à financer les Actes du Colloque de Poitiers, le rythme de production du livre est maintenant soumis au calendrier des Presses Universitaires de Rennes. En novembre, Didier Poton rencontrera l'éditeur afin de régler les derniers détails techniques. Le volume devrait paraître, aux PUR et aux Éditions du Septentrion, au cours des premières semaines de 2004.

Le colloque «De Québec à l'Amérique française» a atteint le but que la Commission s'était fixé : pousser plus loin la réflexion, et notamment la réflexion transatlantique, sur l'Amérique française aux XVIIIe et XIXe siècles et ses traces mémorielles. Le responsable tient à remercier les membres du Comité scientifique et du Comité organisateur de l'événement, et tout particulièrement Jeanne Valois de la CÉFAN (Université Laval), Danielle Roy du Musée de la Civilisation, ainsi que le secrétaire général de la Commission, Yves Bergeron, du même Musée. Grâce au concours de différents bailleurs de fonds et partenaires, particulièrement le ministère des Relations internationales du Québec – grand merci! – la Commission a pu recevoir dignement ses invités. Les Actes de ce colloque paraîtront en 2004 sous la direction de Yves Frenette, Cécile Vandal et Thomas Wien.

Trois autres colloques sont prévus pour les prochaines années. À l'automne de 2004, la Commission co-organisera une rencontre d'une journée sur les jésuites en Nouvelle-France, sur le site combien évocateur du Collège de La Flèche, devenu École militaire, puis Prytanée depuis plus de 200 ans. La direction scientifique de cet événement a été confiée à Robert Rouleau, de l'Université du Mans. L'année suivante, également à l'automne, les parties québécoise et française de la Commission marqueront par la tenue d'un colloque à Québec le 150^e anniversaire de l'arrivée de *La Capricieuse* au Canada. Le thème de cette rencontre de deux jours sera «Les relations Québec-France (1760-1900) : aspects nouveaux». Yvan Lamonde de l'Université

McGill qui partagera la responsabilité scientifique de ce colloque avec un collègue français, a déjà dressé une liste de conférenciers potentiels.

Enfin, le troisième colloque général de la Commission (les premiers étant ceux de Poitiers-La Rochelle et de Québec) est prévu pour 2006. Il se tiendra à l'Institut français de l'Assomption College de Worcester, Massachusetts et portera sur la crise et la renaissance de l'Amérique française au XX^e siècle. Leslie Choquette a accepté d'organiser ce colloque.

Voilà près de deux ans que le projet de Dictionnaire raisonné du patrimoine de l'Amérique française prend forme. Afin de commémorer la fondation de Québec, la Commission propose de regrouper sous le titre général *L'héritage de Champlain* non seulement un dictionnaire classique (parution en 2008), mais une version électronique qui pourra évoluer au fur et à mesure que nous y ajouterons des articles. Le groupe de chercheurs réunis autour de Jacques Mathieu a longuement discuté de la portée et du plan de l'ouvrage. Englobant le patrimoine multiforme de l'Amérique française, le dictionnaire traversera aussi l'Atlantique afin de remonter aux origines métropolitaines. Un document résumant les grandes lignes du projet et présentant le cadre de référence a été préparé plus tôt cette année. Le groupe s'est aussi penché sur les directives aux auteurs et sur des notices types. Le Musée de la Civilisation du Québec s'est déclaré prêt à héberger le secrétariat du projet. En juin dernier, Martine Cardin (IPAC, Université Laval) a fait une demande de financement de démarrage auprès du Programme bilatéral administré par l'ambassade du Canada en France, dans le cadre du Symposium Diderot. Les résultats de ce concours n'ont pas encore été annoncés. D'autres démarches de partenariat, notamment auprès du Musée canadien des civilisations, sont en cours et s'étendront d'ici peu à la France et aux États-Unis.

Thomas Wien, président

Comité de liaison

À 16h30, la réunion se termine. M. Masse et M. Réthoré remercient les membres de la Commission pour leur participation. On rappelle l'invitation au banquet de clôture qui se tiendra au Manoir Montmorency par le ministère des Relations internationales pour souligner le succès du colloque.

Marcel Masse
Le coprésident

Henri Réthoré
Le coprésident

Yves Bergeron
Le Secrétaire de la réunion

C O M M U N I Q U É S

UNE PROFESSEURE DU ROYAUME-UNI DIRIGE UN NUMÉRO INTERNATIONAL SUR LE QUÉBEC AU CENTRE ET À LA PÉRIPHÉRIE DE LA FRANCOPHONIE

Montréal, 28 août 2003 *Globe*, la revue internationale d'études québécoises annonce le lancement d'un numéro thématique international sur « Le Québec au centre et à la périphérie de la Francophonie », sous la direction de Rachel Killick, professeure de littérature et titulaire d'une chaire en études québécoises à l'Université de Leeds, au Royaume-Uni.

Dans ce numéro, le premier de la revue sous la responsabilité d'un chercheur étranger, Rachel Killick propose d'examiner la culture québécoise dans la Francophonie à la fois comme un centre et comme une périphérie. Dans cette perspective, elle a rassemblé les études de Lise Gauvin (Québec) sur la comparaison des manifestes dans les littératures francophones ; de Najib Redouane (États-Unis) sur l'identité des écrivains québécois nés en Haïti ; d'Yvette Bénayoun-Szmidt (Canada) sur la constitution d'un champ littéraire franco-ontarien distinct du champ littéraire québécois ; de Rosemary Chapman (Royaume-Uni) sur les rapports spatiaux conflictuels dans l'œuvre de Gabrielle Roy ; de Tony Simons (Royaume-Uni) sur la quête identitaire dans le film *Léolo*, ainsi que de Ian Lockerbie (Écosse) sur le débat sur l'aménagement de la langue au Québec. Le numéro se termine par la publication, en étude libre, d'un article d'Ana Isabel Valero Peña (Espagne) sur le pouvoir de la parole chez les Amérindiens de la Nouvelle-France, ainsi que sur les recensions et la bibliographie de parutions récentes en études québécoises.

Fondée et dirigée par Daniel Chartier, *Globe*, revue internationale d'études québécoises, a le mandat de faire le lien entre les spécialistes québécois et les québécois étrangers autour de thèmes pluridisciplinaires contemporains. La revue est aujourd'hui présente dans quarante pays ; son secrétariat se trouve au Département d'études littéraires de l'Université du Québec à Montréal.

On peut s'abonner à *Globe* et commander un numéro via le site sécurisé : www.revueglobe.ca.

La Revue internationale d'études québécoises, *Globe*, remercie l'Université du Québec à Montréal, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, le ministère des Relations internationales du Québec et le ministère du Patrimoine canadien.

COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Source : Catherine Vaudry, Université du Québec à Montréal, (514) 987-3000, poste 1407, revueglobe@uqam.ca.

RABASKA

Vendredi le 10 octobre 2003, la Société québécoise d'ethnologie lançait au Centre d'interprétation de Place-Royale une nouvelle revue intitulée *Rabaska*. Cette revue a pour objectif de se consacrer à l'étude du patrimoine de la culture française en Amérique du Nord.

Le choix du titre de la revue évoque ce grand canot d'écorce algonquien qui a permis la pénétration de l'Amérique septentrionale par les explorateurs français et canadiens puis par les voyageurs. Le Rabaska illustre l'implantation de la civilisation française en Amérique du Nord, son acclimatation au continent nouveau et son essor au contact des cultures autochtones.

Enfin, on retrouve dans la dernière section de la revue un rapport annuel des principaux centres d'archives et de recherche sur la culture francophone en Amérique du Nord.

Société québécoise d'ethnologie
Casier postal 626, Haute-Ville
Québec (Québec)
G1R 4S2
Courriel : sqe@videotron.ca
www.sqe.qc.ca

PROJET DE CARTES RÉGIONALES DES LIEUX DE MÉMOIRE COMMUNS EN FRANCE

A Trois-Rivières, les 24 et 25 septembre 2004, au Musée des traditions populaires, aura lieu un séminaire sur les lieux de mémoire franco-québécois où seront invités les associations Québec-France, les sociétés d'histoire et de généalogie ainsi que d'autres groupes intéressés par le sujet (une centaine de personnes sur invitation).

Le programme est en voie d'élaboration et sera disponible au printemps 2004

Ce séminaire sera suivi d'un second séminaire de la partie française qui se tiendra à Aix-en-Provence, les 21, 22 et 23 et 24 octobre 2004 à l'initiative de la partie française de la CFQLMC et de l'Association France-Québec.

Références :
Gilbert Pilleul, gpilleul@freesurf.fr
Marcel Fournier, marcel.fournier@sympatico.ca

**LES PRIX DU QUÉBEC
PRIX GÉRARD-MORISSET 2003 DÉCERNÉ À M. MARCEL JUNIUS**

Notre collègue Marcel Junius qui collabore notamment au comité de mise en valeur a remporté le prix Gérard-Morisset 2003. C'est un honneur mérité pour un homme qui a consacré sa carrière à la sauvegarde et à la mise en valeur du patrimoine.



**MARCEL JUNIUS
PRIX GÉRARD-MORISSET 2003**



Photo : Marc-André Grenier

Le patrimoine culturel québécois résume pour Marcel Junius la grandeur dans la création des outils premiers des hommes, l'habitat, les objets, les traditions puis, dans la modernité toujours active, il l'étend jusqu'à l'avant-garde en architecture et dans les arts. L'humanisme est au cœur de l'œuvre de Marcel Junius comme en témoigne son credo « l'homme avant la pierre ». Le bien-être auquel toute personne a droit par l'équilibre et l'harmonie entre son habitation, sa ville, son milieu de vie, cela fait partie d'un idéal à atteindre.

D'origine belge, né à Verviers en 1925, Marcel Junius, architecte et urbaniste, émigre avec sa famille au Québec en 1961, au moment où se lève le vent de la Révolution tranquille. Lui, que rien ne préparait à devenir fonctionnaire, est pourtant enthousiasmé par le dynamisme de la fonction publique mais surtout par la grande effervescence qui caractérise le Québec des années 1960 et 1970.

En peu de temps, il s'imprègne de nos valeurs, de notre culture, de notre identité, de notre histoire, de notre mode de vie pour les partager et les faire siens au point d'être, lui, Québécois de fraîche date, désigné en 1973 pour occuper la prestigieuse, mais combien périlleuse, fonction de directeur général du patrimoine, administrateur de la Loi sur les biens culturels récemment adoptée par l'Assemblée nationale.

Marcel Junius rassemble alors un corps d'élite de fonctionnaires de la culture, une force de frappe intellectuelle et concrète à la fois, respectée par tous les autres ministères. Lui et son équipe entendent opposer à l'effervescence de la croissance économique à tout prix une ferveur et une ardeur tout aussi grandes à protéger et à mettre en valeur les monuments, sites et paysages qui font partie de notre héritage. La tâche est colossale. Il faut établir des inventaires exhaustifs des biens mobiliers et immobiliers, clarifier certaines définitions de la Loi sur les biens culturels comme celle de « l'arrondissement naturel ». Ainsi naît, à son initiative, P.A.I.S.A.G.E. ou Projet d'analyse et d'inventaire des sites et arrondissements géographiques. Il s'agit d'une recherche systématique basée sur des critères scientifiques entreprise avec les départements de géographie et d'histoire de l'art de l'Université Laval et plusieurs chercheurs de diverses spécialités.

Auparavant la culture, le patrimoine culturel étaient des denrées précieuses flottant, pourrait-on dire, dans les cercles gouvernementaux pour le plaisir de quelques esthètes perdus dans la fonction publique. On doit à Marcel Junius d'avoir porté les biens culturels dans les plus hautes sphères de l'administration publique ainsi qu'auprès des groupes sociaux.

Cet idéal et la qualité des moyens empruntés, il les maintiendra à la Commission des biens culturels du Québec comme conseiller auprès de Georges-Émile Lapalme. Il passe de la gestion administrative, combattante et quotidienne, à la vice-présidence et ensuite à la présidence de la Commission. Il fait sa marque, là encore, par son approche citoyenne en multipliant les audiences publiques au cours desquelles il instaure un climat de confiance réciproque. Sous sa présidence, la

Commission s'engage dans la recherche des meilleures conditions de protection des biens culturels. Elle recommande de convoquer des États généraux sur l'avenir du patrimoine, propose des mesures fiscales pour stopper les démolitions d'immeubles anciens et des incitatifs pour encourager leur restauration, leur réhabilitation et leur recyclage, et insiste pour que l'on tienne compte des patrimoines divers, agricole, marin, subaquatique, mais surtout que le territoire soit considéré comme le premier bien culturel en partage avec notre langue.

Cette ardeur pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine québécois, il la puise dans son amour et dans son admiration pour le Québec, pour ses gens, pour leur ténacité, leur fidélité aux racines et aux traditions. Sans doute doit-il sa sensibilité à son nouveau milieu de vie, à sa formation professionnelle et aux valeurs fondamentales héritées de son éducation familiale.

Marcel Junius aborde un nouveau chapitre de sa carrière en 1985 quand le gouvernement lui confie la présidence du Conseil consultatif de l'environnement. Il met en route un processus d'intervention porteur d'un message sur le développement durable en préparant une vaste consultation qui englobe toutes les régions du Québec.

Marcel Junius a occupé des fonctions qui lui donnaient comme champ d'action le Québec dans son entier. De ce fait, sa vision a propagé l'idée du patrimoine culturel et naturel comme ancrage sur le territoire. Pour lui, léguer aux générations futures le respect du patrimoine constitue le meilleur rempart à l'indifférence généralisée qui mène à la banalisation et à la dégradation de notre héritage.

Poursuivant son action à une autre échelle, Marcel Junius va mener à bien deux entreprises d'envergure internationale dont les retombées vont être considérables, tant pour la capitale que pour le Québec tout entier. Nommé directeur général de la XVI^e Conférence générale du Conseil international des musées en 1989, Marcel Junius a trois ans pour attirer les muséologues du monde entier, pour les convaincre que cette ville est un haut lieu d'histoire et de culture qui se doit

d'être visité. La Conférence sera un succès sur les plans intellectuel, scientifique et financier, en laissant un surplus qui sera alloué aux grandes associations des musées du Canada et du Québec pour l'établissement de bourses d'études.

Un autre exploit restait à venir ; ce sera une réalisation d'une dimension exceptionnelle qui fera désormais de la ville de Québec et du Québec un centre de rayonnement international. Dès la fin de 1992, Marcel Junius met en place et dirige, à titre de secrétaire général, l'Organisation des villes du patrimoine mondial. Créer des liens entre les villes inscrites sur la liste du patrimoine de l'humanité de l'UNESCO et favoriser la solidarité entre elles vont être pour lui une source d'inspiration intarissable et une occasion unique pour donner à sa ville d'adoption une visibilité de grande ampleur. Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, saluera cette réalisation en lui décernant en 2001 la première Médaille de la Ville de Québec.

En 1998, considérant que l'édifice est construit, qu'il remplit sa fonction et qu'il irradie dans le monde entier depuis Québec, Marcel Junius, fondateur et premier secrétaire général de l'Organisation, tourne une autre page, mais ne referme pas encore le livre. Si, pour la plupart d'entre nous, une quarantaine d'années d'activité professionnelle suffisent pour donner le goût de la retraite, ce n'est pas le cas pour Marcel Junius. C'est ainsi qu'il crée avec d'autres personnalités la fondation Patrimoine historique international Francine Lelièvre

(Canada) dont il est le vice-président. En 2000, il est l'initiateur d'une première rencontre entre la Commission des biens culturels du Québec et le Conseil de l'Europe. Un an plus tard, il fonde et préside l'Institut Québec-Europe : un patrimoine commun, qui a pour vocation le resserrement des relations avec l'Europe par l'entremise des repères et des traces historiques. Ainsi, avec l'Institut européen des itinéraires culturels et la Commission franco-québécoise des lieux de mémoire communs, il prépare un itinéraire culturel entre l'Europe et le Québec qui s'étendra à ce qui fut l'Amérique française.

Depuis son institution, le prix Gérard-Morisset n'a jamais honoré un administrateur de l'État du Québec. Marcel Junius déclare le recevoir au nom de l'ensemble des ouvriers, des fonctionnaires, des professionnels et des gestionnaires du patrimoine qui ont partagé avec lui ses idéaux.

Date de remise du prix :
18 novembre 2003

Membres du jury :
Paul Trépanier (président)
Anne Carrier
Michel Faubert
Jacqueline Faucher-Asselin

(Texte tiré du site internet du gouvernement du Québec : www.prixduquebec.gouv.qc.ca)

Le Bulletin de la COMMISSION FRANCO-QUÉBÉCOISE SUR LES LIEUX DE MÉMOIRE COMMUNS est réalisé par ses membres :

Marcel Masse, coprésident (Québec)
Henri Réthoré, coprésident (France)
Yves Bergeron, secrétaire général (Québec)
Gilbert Pilleul, secrétaire général (France)

Gilles Durand, président du Comité des archives
André Gaulin, président du Comité de mise en valeur
Marcel Fournier, président des Comités de commémoration,
de généalogie et de toponymie
Michel Leduc, président du Comité jeunesse
Marc Saint-Hilaire, président du Comité des inventaires
Guy Vadeboncoeur, président du Comité des musées
Thomas Wien, président du Comité de liaison

À l'attention du Secrétariat de la
Commission franco-québécoise
sur les lieux de mémoire communs

MUSÉE DE LA CIVILISATION

16, rue de la Barricade,
C.P. 155, succursale B
Québec QC G1K 7A6
Tél (418) 643-2158
Fax (418) 646-8779
@ cfqlmc@mcq.org

www.cfqlmc.org



Québec ☐☐



Québec ☐☐



Québec ☐☐